T088 | L'ancienne pensée chinoise centrée sur le peuple équivalait-elle déjà à la démocratie ?

Free China Movement

Version: as published 2026-11-22

© 2026 Free China Movement. All rights reserved.

Canonical edition: https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t088-minben-thought-democracy/

This document was generated from the final published text. The PDF is the authoritative download copy; the online edition above is the version of record.

La question

Les anciens penseurs chinois se souciaient profondément du peuple. Mencius a déclaré : « 民为贵，社稷次之，君为轻 » — « Le peuple est le plus précieux ; les autels du sol et des grains viennent ensuite ; le souverain est le moins important » (*Mencius*, *Jin Xin II*). Les fonctionnaires remontraient aux empereurs, les dynasties s'élevaient et tombaient selon le Mandat du Ciel, et le bien-être du peuple a été la mesure déclarée du bon gouvernement pendant deux mille ans. Le livre blanc de 2021, *China: Democracy That Works*, trace une ligne directe de cette tradition jusqu'au présent, affirmant que la pensée centrée sur le peuple (*minben*) explorée par le peuple chinois pendant 5 000 ans « 蕴含着丰富的民主因素 » — « contient de riches éléments démocratiques » — et incarne « 中国人民对民主的朴素认知和不懈追求 » (« la simple compréhension de la démocratie par le peuple chinois et sa quête inlassable de celle-ci »). Le livre blanc compagnon sur le système des partis politiques enracine de même le système actuel dans la culture traditionnelle, dont il dit qu'elle préconise « 天下为公、以民为本 » (« le monde appartient à tous ; le peuple est la racine »).

Cette affirmation est tentante, et il vaut la peine de l'énoncer sous sa forme la plus forte avant d'y répondre : si la démocratie signifie gouverner dans l'intérêt du peuple, et si la pensée chinoise a placé le peuple en premier des siècles avant la théorie démocratique moderne, alors la Chine a possédé la démocratie sous sa

propre forme depuis toujours. Cet essai soutient que cette affirmation confond trois choses différentes — gouverner *pour* le peuple, être *autorisé par* le peuple, et détenir un pouvoir que le peuple peut *révoquer* — et que l'ancienne pensée *minben* ne satisfait que la première. Ce n'est pas un mince accomplissement. Mais ce n'est pas la démocratie, et appeler cela démocratie rend un mauvais service aux deux traditions : cela flatte le présent et émousse le passé.

La version la plus forte de l'argument de continuité

L'argument de continuité repose sur trois piliers, et chacun mérite une écoute équitable.

Premièrement, les textes classiques placent réellement le peuple au-dessus du souverain. Mencius ne se contente pas de conseiller la bienveillance ; il classe le peuple en premier et le souverain en dernier, et il admet qu'un seigneur qui met l'État en danger « 则变置 » — « sera remplacé ». La doctrine du Mandat du Ciel faisait de la légitimité du souverain une condition du bien-être du peuple : les inondations, les famines et les rébellions étaient lues comme des signes que le Ciel avait retiré son mandat.

Deuxièmement, la tradition a construit des institutions autour de cette idée. Les censeurs et les fonctionnaires chargés de remontrer étaient chargés de dire à l'empereur des vérités déplaisantes, et la gentry locale, les pactes villageois et les organisations de lignage donnaient aux gens ordinaires des canaux pour pétitionner et se plaindre.

Troisièmement, les documents officiels modernes présentent cela comme un héritage vivant plutôt qu'une pièce de musée. Le livre blanc sur la démocratie traite la pensée *minben* comme le sol culturel d'où croît la démocratie populaire dans tout le processus. Selon cette vision, la démocratie n'est pas un produit occidental importé, mais une valeur aux racines chinoises, exprimée aujourd'hui dans les institutions chinoises.

Rien de tout cela n'est inventé, et rien de tout cela ne devrait être écarté. La question est de savoir si tout cela s'additionne pour faire la démocratie.

Ce que le *minben* affirmait réellement

Commençons par ce que Mencius a réellement dit, parce que la citation coupe dans les deux sens. « Le peuple est le plus précieux » est suivi de « 是故得乎丘民而为

天子 » — « par conséquent, celui qui gagne le cœur des multitudes devient le Fils du Ciel ». Gagner les cœurs n'est pas gagner des voix. Il n'y a dans le passage aucune procédure par laquelle les multitudes choisissent, comptent leur choix ou le retirent selon un calendrier. Le peuple est la *mesure* de la légitimité, et non son *auteur*. Il juge le souverain à ses résultats — récoltes, ordre, secours en cas de famine — et c'est le Ciel, et non le peuple, qui rend le verdict. Quand une dynastie tombait, le peuple ne la votait pas hors du pouvoir ; il l'endurait, la fuyait ou se soulevait contre elle au prix d'une guerre civile.

C'est la différence entre la révocabilité par rébellion et la révocabilité par élection. Le Mandat du Ciel rendait le pouvoir conditionnel, mais la condition ne pouvait être appliquée que par la catastrophe : rébellion, invasion, effondrement dynastique. Un mécanisme qui exige que l'État se brise avant de pouvoir fonctionner n'est pas un contrôle démocratique. L'accomplissement qui définit la démocratie, c'est que le peuple peut écarter les dirigeants *sans* briser l'État.

Le système de remontrance illustre la même limite vue de l'autre côté. Un censeur pouvait conseiller, avertir et même risquer sa vie pour dire à l'empereur qu'il avait tort. Ce qu'il ne pouvait pas faire, c'était passer outre, opposer son veto à une politique ou faire appel à un organe ayant autorité sur le trône. Le conseil n'est pas un contrôle.

Le propre test des livres blancs

La preuve la plus forte contre l'équation vient des documents mêmes qui la proposent. Le livre blanc sur la démocratie énonce ses propres critères pour juger si un système politique est démocratique : « 主要看国家领导层能否依法有序更替，全体人民能否依法管理国家事务和社会事务、管理经济和文化事业，人民群众能否畅通表达利益要求，社会各方面能否有效参与国家政治生活，国家决策能否实现科学化、民主化，各方面人才能否通过公平竞争进入国家领导和管理体系，执政党能否依照宪法法律规定实现对国家事务的领导，权力运用能否得到有效制约和监督 » — en substance, si la direction peut être remplacée par des procédures légales et ordonnées, si tout le peuple peut gérer les affaires de l'État, si le peuple peut exprimer librement ses intérêts, et si le pouvoir est effectivement contrôlé et supervisé. Il ajoute l'avertissement percutant que « 民主不是装饰品，不是用来做摆设的 » — « la démocratie n'est pas une décoration, elle n'est pas faite pour être exposée » — et que ce qui compte, c'est « 要看权力是否真正受到人民监督和制约 », si le pouvoir est réellement supervisé et contraint par le peuple.

Appliquez ce test aux institutions que les livres blancs décrivent. Le document énonce sans ambages : « 在中国，没有反对党，也没有在野党 » — « En Chine, il n'y a pas de parti d'opposition, et il n'y a pas de parti hors du pouvoir. » Le livre blanc sur le système des partis est tout aussi explicite : les partis démocratiques « 不是在野党、反对党 » (« ne sont pas des partis d'opposition ni des partis hors du pouvoir ») mais « 参政党 » — des partis participant à la gouvernance sous la direction du Parti communiste. Leur supervision du parti au pouvoir, dit-il, « 是通过提出意见、批评、建议的方式进行的政治监督，是一种协商式监督、合作性监督 » — une supervision politique menée en présentant des opinions, des critiques et des suggestions, une forme consultative et coopérative de supervision. La consultation est une participation réelle, et les livres blancs documentent une consultation extensive par la Conférence consultative politique du peuple chinois, les congrès populaires, les comités de village et les commentaires publics sur la législation. Mais une consultation que le parti au pouvoir peut accepter ou écarter n'est pas la même chose qu'une autorisation que le parti au pouvoir doit obtenir, et une supervision qui prend la forme de suggestions n'est pas le pouvoir de destituer. Selon les propres critères du livre blanc — le remplacement ordonné de la direction, la contrainte réelle du pouvoir — le système qu'il décrit ne passe pas le test qu'il fixe, pas plus que le système impérial dont il se réclame comme ancêtre.

Les arrangements électoraux décrits dans le livre blanc confirment ce point. Les députés aux congrès populaires de district et de canton sont élus directement, mais les députés au-dessus du niveau du district sont choisis indirectement, et la direction des organes d'État est élue par les congrès, et non par le public. Les élections des comités de village ont donné à des millions de résidents ruraux l'expérience de choisir leurs dirigeants locaux. Mais ce sont des élections au sein d'une structure dans laquelle la direction suprême n'est pas soumise à un choix compétitif, et dans laquelle aucune opposition ne peut contester le pouvoir. C'est une participation sans autorisation — le peuple peut choisir parmi des candidats approuvés pour des postes subalternes, mais il ne choisit pas qui le gouverne. L'ancienne pensée *minben*, qui offrait également au peuple une voix sans choix, partage exactement cette structure. La ressemblance est réelle, mais c'est une ressemblance dans la limitation, et non dans le caractère démocratique.

Les preuves comparatives : mêmes racines, institutions différentes

Si la pensée *minben* équivalait déjà à la démocratie, alors les sociétés partageant cet héritage culturel devraient présenter des résultats politiques similaires. Ce n'est pas le cas. Le contre-exemple le plus clair est la République de Chine (Taïwan), qui puise dans la même tradition classique, la même langue et la même éthique familiale et sociale d'inspiration confucéenne — et pourtant, après la levée de la loi martiale en 1987, elle a construit des élections compétitives, une presse libre, un pouvoir judiciaire indépendant et une alternance des partis au pouvoir : le Parti démocrate progressiste a pris la présidence pour la première fois en 2000, le Kuomintang est revenu en 2008, et le DPP est revenu en 2016. Le même sol culturel y a produit une démocratie, non parce que la culture a changé, mais parce que les institutions ont changé. Comme le dit l'essai compagnon sur la culture et la démocratie dans la série CCE-100 de ce projet : « Traditional concern for the people's welfare is not identical to modern popular sovereignty, but that distinction does not establish that Chinese society is incapable of democracy » — et, pourrait-on ajouter, cela n'établit pas que la société chinoise l'avait déjà. La culture façonne ce que les gens valorisent et la manière dont ils argumentent ; elle ne fixe pas les institutions sous lesquelles ils vivent. Le Japon et la Corée du Sud, également façonnés par les traditions confucéennes, ont suivi leurs propres voies vers une politique compétitive, tandis que la République populaire de Chine (Chine continentale) a conservé le régime du parti unique. Des cultures similaires, des institutions différentes, des résultats différents — la variable qui explique la différence est institutionnelle, et non culturelle.

Ce que le *minben* peut encore offrir

Rien de tout cela ne signifie que la pensée *minben* soit sans pertinence pour la démocratie. Au contraire, elle offre à l'argument démocratique en Chine ce que la théorie importée ne peut pas offrir : un vocabulaire natif de la légitimité. Quand Mencius classe le peuple au-dessus du souverain, il donne aux démocrates chinois une autorité classique pour la proposition selon laquelle les dirigeants servent le peuple, et non l'inverse. Quand le Mandat du Ciel rend la légitimité conditionnelle au bien-être, il établit le principe qu'aucun souverain ne gouverne par le seul droit. Quand la tradition de remontrance honore les fonctionnaires qui disent des vérités déplaisantes, elle affirme que la critique du pouvoir est une vertu, et non un crime. Ce sont des ressources pour l'argument démocratique, et une démocratie

construite en Chine serait plus forte d'y puiser — tout comme les démocraties occidentales puisent dans leurs propres traditions pré-démocratiques sans prétendre que l'Angleterre médiévale était déjà démocratique.

Mais les ressources ne sont pas des équivalents. L'énoncé honnête de la relation est celui-ci : l'ancienne pensée chinoise *minben* est une tradition *sur* le peuple, et non une tradition *de* gouvernement par le peuple. Elle a fait du bien-être du peuple la norme de la légitimité, donné au peuple une voix dans la pétition et la protestation, et nié qu'un souverain soit au-dessus du jugement. Elle n'a jamais donné au peuple le vote, le droit d'organiser une opposition, ni une procédure légale pour destituer un gouvernement. Appeler cela démocratie, c'est abaisser le sens du mot jusqu'à ce qu'il couvre tout gouvernement qui prétend se soucier de ses sujets. Et cela fait injustice à la tradition elle-même : la norme de Mencius est exigeante, une épée tenue au-dessus des dirigeants qui manquent à leur peuple. Transformée en certificat d'accomplissement démocratique, elle devient un bouclier pour le pouvoir même qu'elle était censée juger.

Conclusion

Gouverner pour le peuple, l'autorisation par le peuple et le pouvoir révocable sont trois choses différentes, et seules les deux dernières rendent un système démocratique. L'ancienne pensée chinoise *minben* a réalisé la première avec une force morale remarquable, et son insistance sur le fait que le peuple compte plus que le souverain demeure l'une des grandes idées politiques du monde classique. Mais elle s'est arrêtée là. Elle n'a jamais construit les institutions — élections compétitives, opposition légale, remplacement ordonné des dirigeants — par lesquelles un peuple autorise le pouvoir et le reprend. Les livres blancs de 2021 ont raison de revendiquer cette tradition comme partie de l'héritage politique de la Chine, et raison de fixer un test exigeant pour la démocratie. Ils ont tort de laisser entendre que l'héritage passe déjà le test. Le peuple était précieux pour Mencius. Il n'était pas encore souverain. La démocratie commence là où la pensée *minben* s'arrête : quand le peuple ne compte pas seulement aux yeux du souverain, mais choisit le souverain — et peut en choisir un autre.

Disponible également en : English · 简体中文 · 繁體中文 · Deutsch · Español